

propos, malgré sa grande densité. Bref, il s'agit d'une démarche admirable, que l'on aimerait voir d'autres historiens entreprendre.

Harold Bérubé
Université de Sherbrooke

TERNAT, François – *Partager le monde : Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*. Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015, 584 p.

Dans cet ouvrage novateur, François Ternat nous fait redécouvrir l'importance du Traité d'Aix-La-Chapelle (1748) ainsi que l'ensemble des négociations franco-britanniques (1748-1756) concernant le monde colonial. Marquant un jalon important de l'historiographie impériale moderne, *Partager le monde - Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)* présente une histoire globale de la diplomatie de la paix du point de vue des dirigeants métropolitains. Se basant sur une impressionnante collection d'archives provenant des deux côtés de la Manche, Ternat analyse le discours diplomatique des Lumières sur les enjeux coloniaux et commerciaux, de l'Amérique du Nord jusqu'aux Antilles, et de la frange atlantique de l'Afrique jusqu'aux Indes orientales. Suivant, dans un ordre chronologique, les débats ayant eu lieu à Paris et à Londres, Ternat prend soin d'approfondir certains thèmes et enjeux majeurs, permettant au lecteur d'en saisir la pleine ampleur.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première traite principalement de l'application du Traité d'Aix-La-Chapelle suite à la Guerre de Succession d'Autriche (1744-1748). Ternat démontre que le principe directeur de l'entente franco-britannique repose sur l'idée de restitution des conquêtes et celle du rétablissement des colonies au *statu quo ante bellum*, cette diplomatie de la réciprocité venant souder le « nouveau monde » au « monde européen » dans un jeu d'équilibre des puissances. Ainsi, il est jugé que l'abandon de prises continentales françaises telles que celle des Pays-Bas autrichiens valent bien le retour de prises coloniales britanniques telles que celles de Louisbourg et Fort Saint-Louis à Saint-Domingue. Selon l'auteur, de ces négociations découle un premier constat, soit que la France tient alors véritablement à la Nouvelle-France et que cela implique qu'elle consente à des sacrifices importants pour le retour de la forteresse de Louisbourg. Même son de cloche du côté britannique où la restitution de cette forteresse s'avère très impopulaire.

Mis à part ce calcul réaliste des intérêts de l'un et de l'autre, Ternat met en lumière une culture de la paix qui prend racine dans les leçons tirées de la longue Guerre de Succession d'Espagne (1701-1713). Plus précisément, il note que le Roi Louis XV et ses conseillers sont satisfaits d'une France aux frontières « complètes » et considèrent que cette dernière n'a nul besoin de nouveaux territoires continentaux qui risqueraient de lui attirer « la jalousie » de ses rivaux (p. 23-25). Il est donc hors de question pour Louis XV de répéter les erreurs expansionnistes de son

arrière-grand-père, Louis XIV, et du Traité d'Utrecht (1713). On considère plutôt que, pour compléter cette paix qui se veut longue, il est impératif de régler tout conflit outre-mer avec les Britanniques grâce à un accord qui garantirait la sécurité des frontières coloniales et d'un commerce transatlantique florissant. D'ailleurs, le Traité d'Aix-La-Chapelle mandate la tenue d'une commission franco-britannique sur l'établissement de limites coloniales univoques entre les deux empires.

La deuxième partie de l'ouvrage traite justement de ces travaux de la commission sur les différends coloniaux. Alors que l'historiographie, désormais désuète et incomplète aux niveaux des sources, a eu tendance à considérer cet effort diplomatique comme futile (ex. les travaux de Richard Waddington ou Max Savelle), Ternat conteste cette interprétation en mettant l'accent sur le savoir dans le discours des diplomates et des propositions de convention. Ces diplomates, érudits aux profils semblables, composent des mémoires juridiques dont la cohérence quant au droit de propriétés coloniales est mise à l'épreuve par le test du rationalisme légal et une réalité outre-mer de plus en plus en contradiction avec le discours de paix. Mémoires et répliques s'enchaînent, les rivaux français et britanniques tâchant de se convaincre mutuellement de leurs droits de possession « incontestables », tout en niant - parfois en bloc - les « preuves » ou l'argumentaire offerts par l'autre Couronne. Cette « négociation-monde » illustre bien le passage de réflexions étatiques auparavant compartimentées à des visions impérialistes globales.

Il devient alors évident que les maximes juridiques et les « preuves de possession » ne peuvent offrir une solution aux problèmes posés par une situation géopolitique dont la complexité échappe en partie aux négociateurs. Le politique prend alors le relai et les offres de compromis révèlent de façon précise les intérêts coloniaux tels qu'ils sont perçus par les deux puissances coloniales. Par exemple, on apprend que l'île antillaise de Sainte-Lucie est le territoire le plus convoité des Français alors que les Britanniques souhaiteraient la création d'une grande Acadie/Nouvelle-Écosse dont les limites seraient la côte méridionale de la Vallée du St-Laurent. Un véritable bras de fer diplomatique s'ensuit, les ambitions des deux partis étant très mises à nu. D'une part, la France est consciente de sa faiblesse outre-mer face à un empire britannique sans cesse en expansion. Elle est donc prête à faire reculer ses frontières canadiennes afin de ne pas faire entrave à la diplomatie de la paix. D'autre part, elle résiste à des propositions parfois « insultantes » qui visent à asphyxier la Nouvelle-France au sud-ouest comme à l'est.

La troisième partie de cet ouvrage richissime explore les différentes façons dont les diplomates français et britanniques imaginent la transformation future de ces frontières floues en des limites mutuellement reconnues. Les cartes géographiques, ou plutôt « le discours des cartes » (p.449), suggère de s'en remettre autant que possible à des limites naturelles telles qu'une chaîne de montagnes (ex : les Appalaches) ou encore les cours d'eau (ex : rivière de la Ouabache, rivière St-Jean de la Baie Française/Fundy). Pratique déjà commune en Europe, cette approche ne sera pas appuyée par les Britanniques. Suite aux événements dans la région de l'Ohio en 1754, il est suggéré que la présence des nations amérindiennes aux

frontières pourrait être à la base de nouvelles limites. Or, en bout de ligne, ce seront des considérations géopolitiques de sécurité qui prévaudront : la situation explosive en Amérique du Nord milite pour l'établissement de zones neutres. Cette solution est celle qui est finalement retenue, la tâche des diplomates consistant désormais à s'entendre sur les limites de ces zones « abandonnées aux Sauvages » (p.420). Ce plan n'aura finalement pas lieu : la guerre est officiellement déclenchée au printemps 1756.

Cette recension met l'accent sur l'axe transatlantique et ne peut faire justice à la richesse des autres thèmes abordés avec brio par le Professeur Ternat: la société et la culture des diplomates au milieu du XVIII^e siècle, la complexité du processus de restitution territoriale outre-mer, les débats sur le remboursement des prises faites en mer, la liberté de commerce et la crainte d'une monarchie universelle britannique, le rôle des compagnies à charte lors des discussions sur les Indes orientales, l'importance accordée à la présence des Indigènes sur les territoires disputés, et bien d'autres encore.

Un petit bémol : il aurait peut-être été souhaitable que la chronologie présentée en annexe de l'ouvrage soit plus détaillée, ou que certaines thématiques aient été restreintes afin de mieux orienter le lecteur. Au final, Ternat parvient à accomplir un tour de force. Il démontre que loin d'être futile, la diplomatie de la paix franco-britannique de 1748 à 1756 est un véritable laboratoire sur « l'outillage mental », comme l'indique Lucien Bély dans sa préface (p.10), des dirigeants métropolitains et sur l'évolution de leurs visions du monde outre-mer. L'œuvre de Ternat devient une référence incontournable.

Alexandre Michaud
Université d'Ottawa

TOMKA, Béla – *A Social History of Twentieth Century Europe*. London and New York: Routledge, 2013. Pp. 526.

Béla Tomka has set himself the daunting task of producing a social history of twentieth century Europe that covers all of the continent's geographical regions, provides as much comparative analysis among regions and nations as feasible, and attempts to grasp general trends without neglecting the national and local specificities that call into question general explanations of contemporary social development. He explicitly eschews adopting particular theoretical perspectives or grand narratives, preferring to let the data either support or call in question existing approaches, as the case may be. He finds this self-denial to be appropriate to what he refers to as a "post paradigmatic world" (p. 6) where the myriad exceptions to general trends must be allowed to emerge.

Tomka largely succeeds in his attempt to be as geographically comprehensive and as comparative as possible within the framework of a single volume and the limits of the data. Europe's Northwestern, Scandinavian, Central, and Southern